

CPI : aucun changement pour le moment

BBC Afrique, 19 novembre 2016 L'Assemblée des Etats parties à la Cour pénale internationale (CPI) se poursuit à La Haye. Depuis l'annonce du retrait du Burundi, de l'Afrique du Sud et de la Gambie, le président de l'Assemblée, Sidiki Kaba, l'Onu, et de nombreux Etats membres de la Cour appellent les Etats africains à "dialoguer". Les plus réfractaires des pays africains semblent désormais donner une dernière chance à la CPI. [Photo : Fatou Bensouda, procureure de la CPI]

Tous ont cependant clamé leur attachement à la lutte contre l'impunité, à l'urgence de rendre justice aux victimes de crimes contre l'humanité. Mais une fois les principes énoncés, rien n'a vraiment changé sur le fond : les frustrations sont toujours là. Crainte de désertion massive Beaucoup d'Etats membres de la Cour craignaient tout de même une désertion massive des pays africains. Le départ du Burundi, de l'Afrique du Sud et de la Gambie, qui ne reviendront pas sur leur décision, résonne comme un dernier avertissement à la CPI. L'Ouganda s'est félicité d'avoir été le premier à saisir la CPI en 2004. Le Kenya laisse encore planer le doute sur son avenir. Il est venu à La Haye avec une solide délégation et l'intention claire de se battre de l'intérieur. Le Kenya veut demander des comptes à la Cour pour avoir d'abord poursuivi le président Kenyatta avant de prononcer finalement un non-lieu, faute de preuves solides. La Namibie ne s'est pas encore décidée. Elle annonce attendre le débat qui sera organisé devant son parlement avant de décider. Enquêter hors de l'Afrique Le Ghana salue la volonté de Fatou Bensouda d'ouvrir des enquêtes hors du continent, comme en Afghanistan, mais demande à voir. Ils ne veulent plus voir le Conseil de sécurité des Nations unies décider du sort judiciaire d'un président en exercice, dont le pays n'est pas membre de la Cour. L'arrivée de Donald Trump au pouvoir et l'opposition désormais ouverte de la Russie à la CPI, éloigne sans doute pour longtemps cette possibilité. En attendant, ils ne veulent plus être pointés du doigt lorsque le soudanais Omar Al Béchir, contre lequel pèsent deux mandats d'arrêt, se rend en visite officiel dans leur pays. La balle semble bien désormais dans le camp de la CPI.